

Gaz de schiste : l'Europe peut-elle faire sans ?

Mathieu Auzanneau

Le gaz de schiste, nouvelle frontière de l'industrie des hydrocarbures, a de quoi faire peur, mais l'Europe aura du mal à s'en passer.

IHS-CERA, un centre d'études de référence étroitement lié aux plus grandes firmes mondiales de l'énergie, affirme que l'exploitation du gaz de schiste est indispensable si l'Europe veut compenser le déclin amorcé de sa production de gaz naturel conventionnel. A peu près inexploitées pour l'instant, les réserves de gaz de schiste dont dispose l'Europe « rivalisent » avec celles de l'Amérique du Nord, où les extractions sont déjà massives, soutient IHS-CERA dans une analyse publiée le 9 mars.



Manifestation contre des permis d'exploration de gaz de schiste en Ardèche, le 26 février . [AFP]

Tandis qu'en France, les prises de position hostiles au développement du gaz de schiste se font de plus en plus nombreuses, IHS-CERA lance une mise en garde : « Les volumes de gaz non-conventionnel [essentiellement le gaz de schiste] présents en Europe peuvent permettre de stabiliser la production domestique face à un déclin de la production conventionnelle. »

Cette analyse en forme de plaidoyer intervient au moment où, au Québec, le ministre de l'environnement vient d'ordonner l'interdiction de nouvelles "fracturations" de la roche dans la quasi totalité des puits de gaz de schiste de la province canadienne, concentrés dans la vallée du fleuve Saint-Laurent. Un moratoire qui risque d'avoir des conséquences économiques néfastes pour les Etats-Unis et le Canada, s'inquiète le Wall Street Journal. Pressé par de vives critiques issues de la société civile, le gouvernement québécois souhaite prendre le temps nécessaire (sans doute un an) pour évaluer l'impact écologique d'une activité dont il a jusqu'ici encouragé le rapide essor.

Débuté il y a environ six ans, le boom du gaz de schiste outre-Atlantique a permis aux Etats-Unis de devenir le premier producteur mondial de gaz naturel, un rang jusque-là longtemps occupé par la Russie. Grâce au gaz de schiste, le marché nord-américain est redevenu quasiment autosuffisant, souligne IHS-CERA.

Les pays de l'Union européenne disposent, d'après BP, de 154 billions de mètres cube de réserves prouvées de gaz naturel.

Selon IHS-CERA, les réserves européennes de gaz non-conventionnel, presque intactes, sont supérieures : elles s'élèveraient à 173 billions de mètres cube.

L'évaluation que fournit IHS-CERA est 40 à 80 fois plus élevée que celle à laquelle fait référence une étude de l'Institut français des relations internationale publiée en décembre. L'auteur de cette étude, Bruno Weymuller, indique que « les estimations préliminaires des réserves techniquement récupérables » sont comprises « entre 2 et 4 billions de mètres cube » seulement, « principalement en Pologne et dans une moindre mesure en Suède ». Pour M. Weymuller, « le potentiel en place est sans doute 10 fois moins important qu'aux États-Unis ».

Quel que soit le montant réel des réserves exploitables de gaz de schiste en Europe, reste le problème posé par le déclin du gaz naturel conventionnel.

L'Union européenne (UE) a perdu un quart de sa production de gaz naturel entre 1999 et 2009, passant de 226 à 171 milliards de mètres cube par an. Parmi les principaux producteurs, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et la Roumanie ont vu leurs extractions décliner de façon régulière au cours de la dernière décennie. Toutefois la Norvège (qui n'est pas membre de l'UE), premier producteur du vieux continent, a su doubler sa production durant la même période.

L'UE importe déjà 63 % de ses besoins. Une proportion qui devrait atteindre 80 % en 2030, rapporte le ministère de la recherche français.

Le géant russe Gazprom fournit un quart du gaz naturel consommé à l'intérieur de l'UE. En interrompant ses livraisons de gaz à l'Ukraine à plusieurs reprises au cours des dernières années, la Russie a démontré qu'elle disposait là d'un outil de pression des plus efficaces.

[Après avoir quitté son poste de chancelier allemand en 2005, Gerhard Schröder a pris la présidence du comité des actionnaires du gazoduc Nord Stream. En cours d'assemblage, ce gazoduc doit amener du gaz russe en Allemagne, via la Baltique. Lorsqu'il était chancelier, l'ancien leader social-démocrate militait en faveur du projet. La société Nord Stream AG est détenue à 51 % par Gazprom.]

Réserves de gaz de schiste (peut-être) abondantes, recul de la production de gaz naturel conventionnel, menace d'une dépendance toujours plus forte vis-à-vis de la Russie : les enjeux qui poussent l'Europe en direction d'un développement massif du gaz de schiste apparaissent autrement plus puissants que ceux qui gravitent autour, mettons, des OGM...

Ces enjeux se rapprochent plus de ceux qui ont présidé à l'accélération des programmes nucléaires civils en Europe, et principalement en France, lors des chocs pétroliers des années soixante-dix.